

## Vingt ans après La crise, révélatrice des dilemmes de l'Europe du Centre-Est

par Jacques Rupnik

Le vingtième anniversaire de la chute du Mur a témoigné de l'ambivalence des populations centre-européennes vis-à-vis de l'état de la démocratie aujourd'hui, et des désaccords au sein des élites politiques, qui l'ont célébré dans la division et l'instrumentalisation politique. Personne n'a envie de revenir à l'ancien régime communiste, mais tout le monde sent qu'un long cycle, dominé par le triptyque « démocratisation-économie de marché-adhésion à l'Union européenne » s'est épuisé. L'Europe ne fait plus rêver, la démocratie est prématurément fatiguée et l'économie est touchée par la crise internationale.

La crise économique et financière, dont l'origine est à l'Ouest, a des répercussions à l'Est, tant en Europe du Centre-Est qu'en Russie. Son impact est très inégal selon les pays, ce qui explique la diversité de ses lectures et des remèdes adoptés. Mais l'un des effets partagés semble être l'épuisement du discours économique libéral qui a prévalu pendant deux décennies.

Au moment où, dans les économies capitalistes de l'ouest du continent, la crise fait redécouvrir les vertus de l'Etat, ce sont les pays d'Europe centrale qui ont le plus de difficultés à faire leurs adieux au libéralisme, qu'ils ont adopté après 1989 pour démanteler l'ancien régime totalitaire. Il convient de distinguer les libéraux politiques (Vaclav Havel), pour qui le libéralisme est constitutif des droits de l'homme et des libertés individuelles qui sont la base de la démocratie, des libéraux économiques (Vaclav Klaus), pour qui la main invisible du marché est l'antidote absolu à l'ancien régime étatiste planificateur. Au cours de la décennie précédente, les deux ont convergé pour restreindre le pouvoir de l'Etat. Ils ne comprennent pas que le libéralisme ait une connotation négative en France, où domine la passion égalitaire. Eux ont adopté une « thérapie de choc » (Balcerowicz) : un libéralisme « sans adjectif », qui n'est pas « l'économie sociale de marché » ni le « modèle rhénan ». Ils avaient déjà expérimenté la voie médiane et l'échec des demi-mesures pour réformer le système socialiste : le Printemps de Prague, les réformes hongroises ou l'autogestion yougoslave. Le refus de nouvelles expériences de « troisième voie » a alors été leur dénominateur commun.

Cela ne leur réussit pas mal. Les pays qui ont effectué des réformes libérales rapides ont, dans l'ensemble, mieux réussi leur transition que les pays gradualistes, la Slovaquie mise à part. Ils ont enregistré pendant plus de dix ans des taux de croissance qui étaient le double ou le triple de ceux de l'Europe occidentale. Leur libéralisme n'est donc pas seulement une posture idéologique mais un intérêt bien compris. Pour cela, ils ont joué de leurs avantages comparatifs (salaires et impôts plus bas, flexibilité du marché du travail, ...). La *flat tax* est devenue la mesure emblématique des nouveaux « tigres » de l'Europe centrale libérale. Quand on fait du capitalisme sans capital, ce dernier doit venir de l'extérieur : l'économie de ces pays dépend de l'investissement occidental et de l'insertion dans le marché international. Dans la crise, leur force est devenue une vulnérabilité<sup>1</sup>.

Les libéraux sont les pays d'Europe centrale et les Baltes, à la différence des Balkans ou de l'ancienne Union soviétique. Et les plus radicaux aujourd'hui sont les Polonais et les Tchèques qui ont critiqué avec véhémence le recours à l'intervention de l'Etat pour juguler la crise. La Hongrie, assez libérale au début, l'a moins été ces dernières années. Son déficit massif explique en partie cette position, l'impact de la crise a fait le reste.

Il faut encore nuancer. Prenons l'Estonie et la Slovaquie, deux petits pays comparables qui sont des réussites économiques et ont adopté des modèles différents. Ils sont de tailles analogues (1,5 million

---

<sup>1</sup> Ian Traynor, « Rude awakening for ex-communist countries as financial crisis made in West hits hardest in East », *The Guardian*, 10 novembre 2009.

d'habitants pour l'un, 2 millions pour l'autre), ils ont quitté leur fédération respective en même temps (URSS et Yougoslavie), tous deux sont une *success story* de la transition. L'Estonie a opté pour le modèle le plus libéral et s'est présenté comme le Hong Kong de l'Europe, un lieu privilégié pour l'investissement dans les nouvelles technologies. Elle est aujourd'hui durement touchée par l'explosion de sa bulle immobilière et ses effets sur les banques scandinaves. La Slovénie avait commencé des réformes sous l'ancien régime et n'a pas eu recours à la « thérapie de choc ». Elle a adopté un modèle plus hybride, mélange de secteur public et de privatisations progressives, avec l'introduction lente de capitaux étrangers. Or elle est le premier pays à être entré dans l'euro et compte le plus haut PIB par habitant parmi les nouveaux membres de l'Union européenne.

On assiste à deux types de remises en cause du libéralisme en Europe centrale. La première est venue de l'intérieur avec l'arrivée des populistes : populistes de droite en Pologne (le PiS des frères Kasczynski) ou populistes de gauche en Slovaquie (Robert Fico et son parti SMER [Direction] allié aux ultranationalistes). Chacun joue sur la fibre sociale et sur la méfiance envers les élites libérales qui ont dominé pendant les transitions post-1989 et géré l'entrée dans l'Union européenne. Le deuxième rejet procède de l'extérieur : ce sont la crise, et les remèdes proposés en Europe comme aux Etats-Unis. Dans un premier temps, les pays d'Europe centrale n'ont pas vu venir la crise, ils n'ont pas cru qu'elle les affecterait. D'une part, sortant du communisme, ils n'avaient pas en mémoire que le capitalisme puisse être malade. D'autre part, ces pays, n'ayant pas un système bancaire et financier hyperdéveloppé capable d'inventer des *subprimes* et autres produits dérivés de la spéculation financière, ont été comparativement moins touchés. La Pologne se pique même d'être le seul pays d'Europe à avoir échappé à la récession.

Ils continuent à croire que la réponse à la crise est la poursuite de la même recette libérale. Vaclav Klaus l'a comparée à une grippe : « avec les soins médicaux cela prend une semaine, autrement c'est sept jours... ». Ils condamnent le retour des Etats dans la régulation des marchés et les sauvetages au moyen de l'argent public, qui ne seraient que l'alibi des protectionnistes<sup>2</sup>. Ils disent avec le ministre tchèque des Finances : « après le socialisme dur de l'Est, on doit faire face au socialisme mou de l'Ouest ». Leur argument pouvait valoir dans une Europe où il y avait deux courants : un ancien noyau européen plus adapté à l'économie sociale de marché, et les pays de la périphérie de l'Europe – de la Grande Bretagne aux pays de l'Est – plus libéraux. La crise estompe et redéfinit le clivage. Ce n'est plus le centre contre la périphérie libérale, car les deux pays modèles de l'Europe centrale, la Grande Bretagne et les Etats-Unis, entrent aujourd'hui massivement dans le capital des banques ou les nationalisent. Les cartes sont brouillées.

Les libéraux de l'Est sont les derniers croyants. Mais ils ne peuvent échapper à la crise et faire du « capitalisme dans un seul pays » quand le reste du monde est atteint. Certes la Pologne et, à un moindre degré, la République tchèque ou la Slovaquie, sont relativement moins touchées que la Hongrie qui doit faire appel au FMI, ou la Lettonie qui vient de connaître son premier grand mouvement de protestation sociale et compte sur l'aide de l'Union européenne<sup>3</sup>. La crise confirme, vingt ans après la chute du Mur, qu'un cycle politique et économique ouvert en 1989 est en train de se clore et qu'un autre, dont nous ne pouvons qu'esquisser les contours, est en gestation. Elle a fait imploser ce qui restait du mythe de l'Europe centrale libérale.

Face à la crise on peut même se demander si cette Europe centrale existe encore. La réunion des

---

<sup>2</sup> L'hostilité à toute régulation était le credo partagé à Varsovie comme à Prague ou dans les pays baltes. Le Premier ministre polonais disait en décembre 2007 : « nous devons reconnaître qu'une économie libérée de régulation superflue est plus efficace. Il faut prendre une machette et couper, couper, couper. Il faut de la détermination car la régulation n'est qu'un fétiche. (...) Le but de notre action est de limiter la présence de l'Etat dans l'économie », *Financial Times*, 17 décembre 2007.

<sup>3</sup> Voir Andrew Ward, « Latvia accepts aid stipulations », *Financial Times*, 28 juillet 2009. C'est l'Union européenne qui a fourni en juillet 2009 1,2 milliard d'euros comme principal soutien international au gouvernement de Riga.

pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) du 1<sup>er</sup> mars 2009 a apporté la confirmation qu'ils n'avaient pas de réponse commune. La divergence fut totale même si chacun à sa façon invoqua le danger d'un nouveau rideau de fer. Le Premier ministre hongrois Gyurcsany préconisa d'abord un plan de sauvetage de 190 milliards d'euros pour une Europe centrale en crise, à défaut de quoi l'Europe du Centre-Est serait confrontée aux tensions politiques et aux pressions migratoires. « Nous ne devons pas permettre un nouveau rideau de fer » déclara-t-il. Les Tchèques, qui assuraient alors la présidence de l'Union, refusèrent fermement toute tentative de traiter les pays de Visegrad comme un ensemble, une illusion qu'ils attribuèrent aux nécessités des banques autrichiennes, un peu trop exposées dans la région : la propension à traiter ces pays comme un ensemble s'était développée, selon le Premier ministre slovaque, Robert Fico, « après que les banques autrichiennes ont commencé à avoir des problèmes dans certains établissements financiers de pays d'Europe de l'Est ; l'idée qu'il y aurait un mauvais Est et un bon Ouest ». S'opposant à toute approche régionale de la crise, Mirek Topolaneck, le Premier ministre tchèque, renchérit : « nous ne voulons pas de nouvelles lignes de division ». Au nom de la même idée (éviter une nouvelle division), les Hongrois et les Tchèques avancèrent des arguments pour et contre une approche centre-européenne concertée.

« Mais vraiment nous ne sommes pas des Hongrois ! » titrait un article dans le journal pragois *Lidove Noviny*, tandis que le Premier ministre slovaque enfonçait le clou avec la plus grande déclaration de solidarité centre-européenne émise depuis 1989 : « les Hongrois ont des problèmes mille fois pires que la Slovaquie ! Et, étant donné notre appartenance à la zone euro, même les Tchèques et les Polonais ont des problèmes plus graves que les nôtres, en Slovaquie »<sup>4</sup>. L'Europe centrale dans la crise ? Une invention des médias occidentaux.

La fin du rêve libéral d'une économie de marché globalisée se développant sans ingérence des Etats, des contraintes sociales ou de la régulation, touche d'autant plus durement l'Europe centrale qu'il s'agit de l'idéologie dominante des vingt dernières années. C'est en partie pour cela qu'elle a eu énormément de difficultés à admettre que l'économie de marché puisse être en crise, et surtout que cette dernière vienne des Etats-Unis, le modèle de référence. Après le « lundi noir » du 15 septembre 2008, tous les grands économistes ont constaté l'incapacité des marchés financiers à s'autoréguler. Or alors que le *New York Times* du 21 septembre titrait sur les « funérailles du dogme du marché libre », on pouvait lire le lendemain dans un journal tchèque que le Premier ministre Topolaneck avait fait un discours-plaidoyer proclamant la République tchèque champion de la dérégulation et affirmant que cette dernière serait précisément la priorité de la présidence tchèque de l'Union européenne. Au moment où l'économiste Robert Reich parlait de la « folie dérégulatrice » ou qu'Alan Greenspan, ancien patron de la Fed, déclarait devant le Congrès qu'il s'était trompé, demandait pardon et préconisait même dans la foulée la nationalisation des banques en faillite, Topolaneck annonçait la priorité de la dérégulation dans le cadre d'une « Europe sans barrières », soit avec moins d'entraves au marché mondialisé. En réalité il fallait faire face à une crise économique et financière elle-même sans barrières. Premier déphasage avec le modèle américain.

En mars 2009, le Premier ministre hongrois Gyurcsany démissionna en invoquant son incompétence face à la crise économique. Cet excès de sincérité chez celui qui, en 2006, avait avoué avoir menti « matin, midi et soir » n'était nullement partagé par son homologue tchèque, Mirek Topolaneck, qui lui savait exactement ce qu'il fallait faire, et surtout ce qu'il ne fallait pas faire. C'est ce qu'il expliqua au nom de la présidence tchèque de l'Union européenne le 25 mars à Strasbourg, devant un Parlement européen stupéfait, en s'en prenant avec virulence à la politique du président Obama. Il dénonça les sauvetages de banques, les relents protectionnistes et surtout la politique de relance massive par l'Etat avec une brutalité qui surprit la presse américaine : « je crois que les Etats-Unis se sont engagés sur une voie vers l'enfer » lança-t-il. Le *New York Times* en fit son gros titre le

---

<sup>4</sup> *Hospodarske Noviny*, 1<sup>er</sup> mars 2009.

lendemain, et le porte-parole de la Maison Blanche attribua ces propos à des considérations de politique intérieure : le Premier ministre tchèque venait d'apprendre qu'une motion de censure avait mis son gouvernement en minorité. Ce n'était pas tout à fait exact : la raison était avant tout idéologique, liée à une foi inébranlable dans la capacité du marché à résoudre tous les problèmes, que Topolanek comme Klaus ont reçue du modèle américain du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Le franc-parler de Topolanek est bien connu ; il avait publiquement qualifié le projet de Constitution européenne de « *big shit* ». Mais s'en prendre au président américain à la veille de son arrivée en Europe pour le G-20 et de sa visite à Prague pouvait surprendre, et choqua une majorité de députés européens qui refusèrent qu'il parle ainsi au nom de l'Europe. Le 5 avril, le président Obama et son épouse furent reçus à Prague, au nom de l'Union européenne, par le très libéral et europhobe Vaclav Klaus.

La présidence tchèque de l'Union, prématurément écourtée par la chute du gouvernement, révélait ainsi un mélange d'obstination idéologique héritée de la période communiste, et de désenchantement de l'Amérique. Obama symbolise à la fois la fin du mythe de l'Amérique garant d'une économie et d'une société sans Etat, et la déception devant la fin du moment unipolaire et d'une politique fondée sur la force et l'unilatéralisme incarnée par l'administration précédente. La virulence des réactions négatives des médias tchèques au discours d'Obama à Prague sur le désarmement nucléaire<sup>5</sup>, révèle la confusion et le dépit d'élites politiques d'Europe centrale confrontées à l'abandon du projet de bouclier antimissile et qui se retrouvent comme les derniers orphelins de Bush et Cheney.

\*  
\*   \*   \*

Dans les années 1960, on pouvait voir à Prague un film intitulé *La musique de Mars*. A l'heure où les deux pays de référence du modèle libéral, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, sont en pointe dans les nationalisations des banques et la relance de l'économie par l'injection massive de fonds publics, les discours tchèque et, dans une moindre mesure, polonais sur la nécessaire poursuite de la dérégulation et sur la menace d'un socialisme « *soft* » venu de l'Ouest nous parviennent comme un écho lointain de la fin du siècle dernier, comme venu d'une autre planète, une musique venue de Mars.

---

<sup>5</sup> Un commentaire du politologue Josef Mlejnek, sur *Radio Prague* le 13 avril 2009, résume la tonalité dominante dans les médias tchèques : « Il reste à voir si les gens comme Obama ne sont pas plus dangereux que le dictateur coréen ».